Paris : le CSP 75 à la bourse du travail depuis une semaine

« On est venus en amis. On est chez nous »

photo QSP

Plusieurs centaines de Sans-papiers de la Coordination 75 occupent la Bourse du travail depuis une semaine. Ils manifestent ainsi leur colère et leur demande de soutien auprès de la CGT qui a présenté 1000 dossiers des travailleurs grévistes auprès de la préfecture de Paris, mais à refusé d'ajouter ceux de la Coordination 75 à leur dépôt, soutenant qu'il n'y a que l'occupation d'entreprises qui fonctionne et que les occupants de la Bourse sont "instrumentalisés".

Le 15 avril dernier, coordonnés par la CGT et *Droits devant !*, 600 travailleurs sans-papiers déclenchaient une grève et l'occupation de plusieurs entreprises d'Ile-de-France. Les 600 dossiers furent présentés collectivement à la préfecture, qui a accepté d'en recevoir 1000. La coordination 75 a elle déposé 1000 autres dossiers le 30 avril à la préfecture, laquelle a répondu qu'il fallait s'adresser... à la CGT ! Mais celle-ci a refusé de présenter les dossiers de la coordination 75, expliquant qu'elle préférait s'occuper des grévistes. Les sans-papiers de la coordination 75 se sentant trahis par des amis, ont décidé d'occuper la Bourse du travail, où ils campent depuis vendredi 2 mai.

La position de la CGT est que la Coordination s'est trompée de cible en occupant la Bourse du travail, et que seules les occupations d'entreprises pouvaient peser sur le gouvernement. Elle a déclaré qu'elle ne ferait pas usage de la force pour déloger les sans-papiers, mais rejette leurs demandes de solidarité : *"Cette occupation n'apporte rien. Elle est complètement instrumentalisée par quelques meneurs (...). Nous, nous menons une lutte encadrée et structurée"* (Rémi Picaud, CGT commerce Paris, interwievé par l'Express, mardi 6/5).

La coordination 75, qui explique avoir travaillé et soutenu la CGT sur les piquets de grève, se sent flouée. Nous publions quelques interviews des personnes rencontrées sur place, femmes et hommes occupants, ou "avec-papiers" venus en soutien.

Sissoko Anzoumama, porte-parole : *« On veut une égalité de traitement »*

On s'est fâchés contre la CGT. Depuis le 15 avril, on est sur les piquets de grève. Ils nous ont dit *: « Vous, vous êtes habitués avec les listes, nous on veut occuper les entreprises pour embêter le patronat »*. Nous on a dit qu'on acceptait. Lors de la réunion du 24, ils nous ont dit qu'ils avaient déposé 600 dossiers au ministère, et que celui-ci a répondu : *« jusq'à 1000, ok, mais pas plus »*. Ils nous ont dit : *« Ne déposez pas de piquet de grève »*. Nous on s'est fâchés. C'est quoi ça ? Vous nous dites de faire un piquet de grève et la semaine d'après c'est l'inverse ? On s'est senti trahis par la CGT. On est venus ici en amis. Avant de venir, on a déposé 1000 dossiers de la coordination. Les centres de réception nous ont dit : *« on ne prend pas les dépôts collectifs »*. On nous a dit d'y aller individuellement, dans le cadre des 30 métiers. Les métiers qui nous concernent, c'est le bâtiment ou la restauration. Nous, nous voulons élargir la jurisprudence à tous les sans-papiers. On nous a dit *: « adressez-vous à la CGT »*.

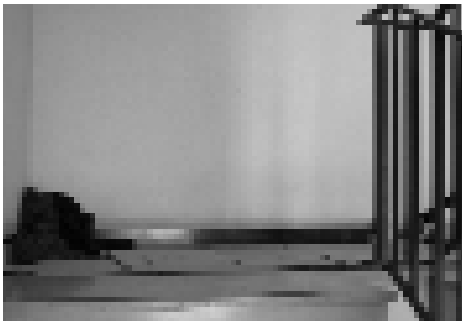
Nous ne sommes pas venus ici en ennemis, mais en amis. La presse ne fait pas la différence entre faire une occupation et demander de l'aide. Je suis à la CGT, encarté depuis 5 ans. Ici c'est la maison des travailleurs, on est chez nous. Ils nous ont dit de travailler avec eux sur les nouveaux piquets de grève. Puis ils sont allés au ministère et ils n'ont pas parlé de nous. Nous aussi on paie des impôts et on a des fiches de paie. Comme les gens qu'ils soutiennent.

On est 600. La grande salle est fermée, toutes les salles sont fermées. Ils ne veulent pas ouvrir les salles, ils disent qu'il faut que la direction décide. On a fait cinq réunions avec eux. On a toujours proposé de travailler avec eux. A l'époque ils avaient une cinquantaine de grévistes. On a tendu la main à la CGT. Nous ici on est des travailleurs sans papiers, mais un ou deux par entreprise. Ca n'a pas de sens de lancer une occupation dans ces conditions. On préfère arrêter notre travail pour venir occuper notre maison, ici. La plupart des gens sont été licenciés : tu ne te présentes pas au travail une fois, deux fois, c'est fini ! Mais beaucoup ont été licenciés avant. Depuis la loi Hortefeux ils envoient beaucoup de contrôle dans es entreprises.

On a revu la CGT mais ça n'avance pas. Ils campent sur leurs positions et nous aussi.

On demande un accord écrit pour une égalité de traitement avec les grévistes. Que les dossiers reçoivent une réponse favorable, et on part tout de suite. Sinon, on attend la force. On a déposé 1000 dossiers le 30 avril, on exige le même traitement que ceux de la CGT.

On est 600 sur place. Les gens sortent pour amener les enfants à l'école. D'autres dorment à la maison. Aux heures de pointe on est 800, 1000 personnes. Les associations qui nous soutiennent nous ont amené des couvertures et à manger. Si ça ne suffit pas, on se cotise et on achète. Si les gens veulent nous aider, on a besoin de nourriture, de couvertures, de couches et de lait pour les enfants.



Les occupants dorment dehors, dans la cour, ou à l'intérieur dans les couloirs, sur des cartons. Tous les bureaux et salles de réunion sont fermés. La cuisine se fait aussi dans les couloirs. (Photos QSP)

Zinab MAÏGA

J'ai appris la nouvelle de l'occupation à la radio, et je suis venue. C'est un mouvement de travailleurs sans-papiers. Je travaille, c'est pour ça que je suis là. Je suis malienne, en France depuis 2002. Je suis femme de chambre dans les hôtels, depuis trois ans. Quand mon employeur a su [qu'il fallait vérifier la régularité des employés], il m'a appelé et m'a demandé si mes papiers étaient vrais ou faux. J'ai répondu qu'ils étaient faux. A l'embauche, il ne m'avait rien demandé. La loi Hortefeux a notifié à tous les employeurs de vérifier les papiers de ses employés. Comme mon employeur veut me garder, il m'a dit d'amener toutes les preuves, les promesses d'embauche et le contrat de travail, plus mon loyer. Il a dit qu'il irait lui-même à la préfecture car il y a un guichet spécial pour les employeurs qui veulent régulariser leurs employés. La balle est dans son camp maintenant.

« Je travaille, c'est pour ça que je suis là »

Aïssata MOUSSA CONTE

Je suis arrivée en France en 2004, de Mauritanie. J'ai fait une demande d'asile politique en 2005, mais elle a été rejetée. Je suis en danger dans mon pays, je suis recherchée. Il y a eu la guerre, ils ont tué ma famille, on s'est retrouvés seuls dans la rue. Depuis 1989 on vivait dans des camps de réfugiés. J'en ai eu marre de vivre comme ça, j'ai pris un bateau à Nouakchott pour venir en France, toute seule. J'ai un enfant là-bas, j'ai dû le laisser, je n'avais pas le choix.

Ici, j'ai gardé des enfants, j'ai travaillé 8 mois chez une dame âgée de 86 ans qui me logeait et nourissait, je lui faisais le ménage et m'occupais d'elle. Je gagnais 400 euros par mois. Mais ça ne l'arrangeait pas que je sois au noir, j'ai dû arrêter. Je fais des tresses parfois. Je passe beaucoup de temps à militer.

Quand le collectif m'a appelée pour l'occupation je suis venue. Ici c'est la solidarité. Il y a une caisse pour acheter à manger, chacun met un euro. Il y a des gens qui nous apportent à manger, comme Sandrine. Pour l'instant on est là. On exige la régularisation de tous ceux qui sont là.

Sandrine, venue en soutien

C'est la première fois que je milite, c'est par Kenny Arkana que j'ai découvert la lutte. Plus on creuse plus on se rend compte qu'on nous ment.Tu peux baisser la tête, ce que je faisais jusqu'à présent.

« Depuis des siècles, les êtres humains voyagent pour chercher leur pain. Les Italiens sont partis en Amérique parce qu'ils crevaient la dalle. Les Français sont allés au Canada pour travailler. Ces immigrés ne sont pas les premiers à s'être déplacés de chez eux. Les êtres humains se déplacent pour chercher à nourrir leur famille quelle que soit leur couleur. La terre devrait être sans frontières ». ***X, venu en soutien.***

BA Mamadou, 31 ans.

Chaque soir il ya de nouvelles personnes qui arrivent. On laisse la porte ouverte, les gens arrivent jusqu'à 2, 3h du matin.

Je viens du Sénégal. Je suis en France depuis 2001 et depuis 3 ans dans le collectif.

Je suis électricien, j'ai arrêté mon travail pour l'occupation. Sinon tu ne peux pas rester tout le temps. On ramasse des cartons dans la rue pour la nuit, on dort comme ça.

TRAORE Yelli, 33 ans.

« On a besoin de papiers pour voir tout »

Je suis en France depuis 2000. Je paie mes impôts, je déclare tout. Je travaille dans l'hôtellerie. Depuis 3 ans j'ai un CDI dans un hôtel-restaurant à Paris. Je n'ai pas quitté mon travail. Je suis fatigué mais je ne me repose pas, je viens lutter ici. Je travaille avec des faux papiers. Mon patron s'en fout, il a besoin de travailleurs. Sans moi ça serait le bordel là-bas. On veut des papiers comme tout le monde, pour voyager comme tout le monde, comme Monsieur Sarko même. Depuis 8 ans que je suis là, je ne peux même pas prendre le TGV pour aller à Lyon ! L'année dernière j'avais un mois de vacances, j'étais invité en Normandie, et j'ai refusé parce que je n'avais pas de papiers. On a besoin de se promener pour voir tout. Si t'as pas de papiers t'es obligé de rester dans le 75. Si t'as tes papiers tu prends ton billet de TGV et il y a de l'argent dans les caisses, c'est important même pour la France.

Hamid, venu en soutien.

Je suis un vieux militant CGT-RATP, mais je me suis senti trahi et j'ai jeté ma carte. Les syndicats sont muselés par M. Sarkozy. Les journalistes aussi. En ce qui concerne les Sans-papiers, on a ouvert l'Europe à 27 pays. On a oublié que les Africains, leurs parents ont participé à la libération de la France, à la constitution de ce pays, à l'économie française. Si les gens d'Afrique du nord et d'Afrique noire sont là, c'est qu'ils sont d'ex-colonisés francophones, c'est pour ça qu'ils ne vont pas en Angleterre! C'est de l'histoire de France, ça !

« Restez là ! Vous avez le droit »

Il y a 400 000 sans-papiers en France, on ne peut pas dire qu'on en régularise 600 et pas les autres ! On veut tout le monde ou personne. Le cas par cas c'est un piège hypocrite. Ils ramassent les dossiers et ils connaissent les noms. Les gens sont convoqués, ils croient qu'ils vont avoir un récipissé et on les expulse pour avoir les quotas des 25 000. On est tous des enfants d'imigrés, y compris M. Sarkozy. Mais nous on peut aller chez eux faire du tourisme, des safaris. Quand on va chez eux c'est l'accueil et quand ils viennent chez nous, on les jette.

Mathias, venu en soutien

C'est le cœur qui me guide. Tout le monde devrait en faire autant, mais c'est chacun pour sa peau. Tout le monde est dans sa petite bulle. L'égoïsme des consommateurs... A ça on oppose la solidarité. Ce que vivent les sans-papiers c'est une horreur, mais il faut plutôt remettre en cause le fondement de la société, il y a un problème de fond. On n'a plus de temps pour nous. Est-ce qu'on est condamnés à un travail métro-boulot-dodo ? On travaille pour produire des richesses. Mais il y a des richesses pour tout le monde. Le problème des sans-papiers, ça doit amener à la question du travail dans notre société. Travailler pour qui, pour quoi ? Travailler aujourd'hui c'est mettre en péril la planète... Je suis là par soutien, mais aussi pour parler aux gens. On ferait mieux d'élargir le débat, de demander moins d'heures de travail et pas de papiers du tout. C'est les papiers qui conditionnent le système. Il y a toujours plus de gens qui en ont ras-le-bol. Les travailleurs, les lycéens, les parents d'élèves… les gens en ont marre, pour eux la vie n'a plus aucun sens. Le problème c'est que si un sans-papiers a des papiers, il va travailler il va avoir sa petite voiture, il va s'endormir.

« Pas de papiers du tout ! »

J'angoisse pour l'avenir. On me dit d'étudier, de travailler pour avoir une place dans la société, mais est-ce que ça a un sens de trouver une place dans une société qui n'a plus de sens ? Je suis très angoissé comme beaucoup de jeunes. Ceux qui cassent, c'est une vengeance légitime. Ils sont en colère et devant un mur. Or on ne discute pas avec un mur, on le détruit.

Jenny, venue en soutien

J'ai été sans-papiers en Irlande. Un an après mon arrivée en 2000, j'avais mes papiers.

Je suis arrivée direct de Côte-d'Ivoire. Les mêmes histoires de guerre et tout. J'ai demandé le statut de réfugié politique. J'ai fait un dossier, j'ai donné des preuves que j'étais en danger, que je n'avais rien qui me restait dans mon pays. J'ai d'abord été à l'hôtel un mois et demi, puis on m'a donné un logement, à cause des enfants. Six mois après j'ai eu l'interview. Ils ont mis un an pour me répondre, mais j'avais le droit de travailler. Et d'étudier. J'ai d'abord suivi des cours d'anglais, puis j'ai commencé une formation de sage-femme. Il y a des mouvements comme ici en Irlande, mais là-bas, ils ne laisseraient jamais les gens dormir par terre avec des enfants !

Sans-papiers en Irlande

Si vous ne voulez pas donner des papiers aux gens alors il faut fermer les frontières. Mais ceux qui sont là, vous ne pouvez pas les laisser comme ça.

Vendredi soir, si la coordination 75 comme la CGT campaient sur leurs positions, ils avaient toutefois décidé de défiler ensemble samedi, sur la proposition de l'UD de Paris. *"C'est la preuve que la situation s'améliore"*, estime Djibril DIABY, délégué de la Coordination 75.